

AKTUELL

MOIS DES FIERTÉS

Des communes face à la haine homophobe

Léo-Paul Hoffmann

À l'occasion du mois des Fiertés, la commune de Contern a souhaité affirmer son engagement LGBTQI+ en hissant le drapeau arc-en-ciel devant l'hôtel de ville. Une vague de commentaires homophobes s'en est suivie. D'autres communes font face aux mêmes réactions haineuses.

L'initiative de Contern s'inscrit dans la continuité d'une décision prise dès 2021 par le conseil communal, lorsque les élu-es avaient adopté une motion visant à afficher leur soutien clair à la communauté LGBTQI+. Cette année, la commune, dirigée par une coalition DP-LSAP-Déi Gréng, a toutefois choisi de communiquer davantage sur sa démarche via ses réseaux sociaux. « Nous avons voulu montrer clairement que notre commune est un lieu ouvert et respectueux, où chacun est le bienvenu, indépendamment de sa nationalité, de sa religion, de son origine, de son identité de genre ou de son orientation sexuelle », explique l'administration communale au woxx. Sur Facebook, la campagne de communication engendre un grand nombre de commentaires homophobes.

Si le drapeau est hissé régulièrement depuis plusieurs années sans provoquer de polémique particulière, c'est lorsque la commune a débuté sa campagne de communication que les réactionnaires se sont réveillés. Choqués par « le ton et le contenu » des commentaires, les responsables communaux ont constitué un dossier pour engager d'éventuelles poursuites judiciaires, et ils ont ensuite préféré supprimer ces commentaires. « Le fait que des commentaires discriminatoires continuent d'apparaître montre qu'il reste encore beaucoup à faire en matière d'éducation et de lutte contre les préjugés », souligne la commune.

Contern n'est pas un cas isolé. D'autres communes luxembourgeoises sont fréquemment victimes de commentaires ou d'actes haineux envers la communauté LGBTQI+. Comme à Sanem par exemple, où des bancs aux couleurs de l'arc-en-ciel et les panneaux définissant la « zone de liberté LGBTQI+ » étaient fréquemment vandalisés. En raison des coûts liés au remplacement de ces infrastructures, la commune sortira son mobilier urbain version LGBTQI+ uniquement pour la semaine des fiertés, qui se déroulera du 2 au 12 juillet.

« Le problème, c'est de distinguer les actes haineux homophobes du vandalisme commis par des enfants »,

souligne Annick Spellini du service à l'égalité des chances et à la diversité de la commune Sanem. Sur les réseaux sociaux, elle constate également des débordements et remarques ouvertement homophobes. D'autres sont plus subtils et difficiles à traduire devant la justice. « Lorsque nous célébrons la semaine des fiertés sur nos réseaux sociaux, certains commentent avec des émojis qui éclatent de rire. Même si le sous-entendu paraît évident, on peut difficilement les poursuivre en justice pour cela », explique-t-elle. La commune insiste néanmoins pour dire qu'elle poursuit « les commentaires les plus graves ».

L'endurance de Schifflange

Phénomène assez rare, la commune de Schifflange (LSAP) ne serait plus victime de vandalisme homophobe. L'administration communale indique qu'elle hisse son drapeau des fiertés tout au long de l'année sur sa façade. Au début, la pose des panneaux « zone de liberté LGBTQI+ » avaient provoqué quelques vols et des dégradations, mais ceux-ci auraient été rapidement remplacés. Plus endurant que ses résident-es homophobes, Schifflange a remporté sa bataille culturelle.

Certaines villes, à l'instar de Differdange (LSAP), indiquent qu'elles n'ont « rien organisé pour la Pride ». Après la fête nationale, Dudelange (LSAP) hissera un drapeau ainsi qu'une bannière jusqu'à la clôture de la pride de Luxembourg-Ville. Annabelle Laborier, chargée du service égalité des chances de Dudelange, explique au woxx : « La commune part du principe que certaines personnes critiquent nos actions, mais elles ne les font pas parvenir jusqu'à nous, car elles ne veulent pas s'infliger cette discussion. »

Bettembourg (CSV) et Hesperange (CSV), n'ont pas pour habitude de hisser le drapeau des fiertés sur leur façade. En juillet, ces communes mettront en place des bancs aux couleurs de l'arc-en-ciel, ainsi que les fameux panneaux « zone de liberté LGBTQI+ ». À se demander si le reste du pays ne serait pas alors une « zone occupée ».

SHORT NEWS

Homophobie (bis) : rappel à la loi pour Tom Weidig

(fg) – L'homophobie n'attend pas le mois des Fiertés pour se répandre sur les réseaux sociaux (lire ci-contre). Le 8 février 2025, un internaute, sévissant sous le pseudo « De Patrick », commentait ainsi un post Facebook du député ADR Tom Weidig : « Mir müssen och hei kempfen an LGBTQ vernichten. » Dans son post, l'élu d'extrême droite avait salué la décision de Trump d'exclure les sportives transgenres des compétitions aux États-Unis. Plusieurs internautes, dont Tom Weidig lui-même, avaient ensuite liké ce commentaire fielleux, appelant à l'extermination de la communauté LGBTQI+. L'affaire a fait l'objet de poursuites pour incitation à la haine et le parquet a annoncé, ce 24 juin, que l'auteur du commentaire a été condamné à une amende de 1.500 euros dans le cadre d'un jugement sur accord. Il doit également verser 25 euros à titre symbolique à Rosa Lëtzebuerg, qui avait introduit une demande indemnitaire. Tom Weidig et d'autres internautes qui avaient liké le commentaire ont fait l'objet d'un rappel à la loi par le ministère public. Interrogé sur ces faits par *L'Essentiel*, Tom Weidig campe sur une défense complotiste, avançant que son post sur Facebook a été publié par un faux compte ou que la capture d'écran du post incriminé a été tronquée. En mai dernier, l'élu, qui siège également au conseil communal de Luxembourg, s'était vivement opposé au subventionnement de la Pride par la capitale. Il se défend bien sûr de tout tropisme homophobe.

Doppelter Standard: Pestizide im Morgenkaffee

(mes) – Pestizidrückstände sind nicht nur in Äpfel oder im Mais, sondern auch oft in der täglichen Tasse Kaffee zu finden. Denn bis zu 159 unterschiedliche Wirkstoffe wie Glyphosat werden weltweit weiterhin beim Kaffeeanbau eingesetzt, so eine neue Studie der NGOs „Coffee Watch“, „Pesticide Action Network UK“, „Deutsche Umwelthilfe“ und „Inkota“. Von den Pestiziden sind 59 Prozent wegen ihrer gesundheits- oder umweltschädlichen Wirkung in der EU verboten, weil sie zu Krebs, verminderter Fruchtbarkeit, hormonellen oder neurologischen Erkrankungen führen können. Was dennoch erlaubt ist: ihre Herstellung und den anschließenden Export – dies, obschon die EU-Kommission 2020 schon ein diesbezügliches Verbot versprochen. Bevor sie als Rückstände in Kaffeebohnen zurück in die EU importiert werden, werden sie in Ländern wie Kenia oder Kolumbien eingesetzt, zu Lasten der Ökosysteme und lokaler Landwirt*innen, die laut den NGOs „akute Pestizidvergiftungssymptome“ aufweisen. „Die Bäuerinnen und Bauern sind den gefährlichen Stoffen meist schutzlos ausgesetzt“, kritisiert Inkota. So würden in der Dominikanischen Republik etwa 87 Prozent der Landwirt*innen weder Masken noch Handschuhe tragen. Laut einer Studie vom „Pesticide Action Network“ aus dem Jahr 2024 ist der Anteil der in der EU verbotenen Pestizidrückstände im Kaffee zwischen 2011 und 2022 um das Zehnfache gestiegen. Neben dem beliebten Getränk sind auch Lebensmittel wie Gewürze, Tee und Hülsenfrüchte oft mit Pestizidrückständen kontaminiert. Die NGOs rufen zu einem Exportverbot auf: „Was in der EU nicht verkauft werden darf, darf nicht mehr produziert und auch nicht anderswo eingesetzt werden.“ Mehr Informationen zur Petition an die EU-Kommission: www.inkota.de/giftextporte

2025: Mehr Verkehrstote

(ja) – Obwohl die Anzahl der Verkehrsunfälle seit Jahren stabil ist, gab es im Vorjahr wieder einen Anstieg von Todesfällen, wie eine Veröffentlichung des nationalen Statistikamtes Statec vom vergangenen Freitag zeigte. 29 Menschen sind 2025 im Luxemburger Straßenverkehr getötet worden, das sind elf mehr als 2024. Tödliche Unfälle finden eher außerhalb der Ortschaften, solche mit schweren Verletzungen eher innerorts statt. Eine Ausnahme bilden dabei getötete Fußgänger*innen, von denen letztes Jahr acht zu beklagen waren – auch hier stiegen die Zahlen. 2025 starb kein*e Fahrradfahrer*in, jedoch wurden mehr von ihnen schwer verletzt. Seit Jahren geht die Zahl der getöteten Autoinsass*innen zurück, was auch darauf zurückzuführen sind, dass die Sicherheitssysteme von PKWs immer besser werden – den Nutzer*innen aktiver Mobilität bringt dies jedoch meist wenig. Der Anteil der Unfälle, die unter Einfluss von Alkohol und anderen Drogen geschehen sind, liegt seit Jahren stabil bei etwa einem Viertel, wobei Alkohol den Großteil ausmacht. Als Reaktion auf die neuen Zahlen rief Verkehrsministerin Yuriko Backes (DP) dazu auf, sich an die geltenden Gesetze zu halten und vorsichtig zu fahren.